

Été 2009

RSF NEWS

Reporters sans frontières - Section suisse
Reporter ohne Grenzen - Schweizer Sektion
Reporter senza frontiere - Sezione svizzera

**REPORTERS
SANS FRONTIERES**
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Zalmaï: «Les étrangers ne comprennent pas l'Afghanistan»

Revenu quelques jours d'Afghanistan pour présenter l'album RSF et pour participer à un débat avec Atiq Rahimi, l'auteur du Prix Goncourt «Syngué Sabour», au Salon du livre et de la presse de Genève, **Zalmaï, le photographe suisse d'origine afghane, a longuement évoqué son pays d'origine.**

aujourd'hui pas plus qu'à l'époque du «Great Game», lorsque les empires britannique et russe ont aspiré à la suprématie en Asie centrale. Si Atiq Rahimi épingle aussi les incompétences et les erreurs des Afghans eux-mêmes, Zalmaï réplique «qu'on nous laisse enfin nous débrouiller seuls!» Un cri du coeur nourri de 30 ans de conflit et de violence – invasion soviétique, guerre civile, talibans puis intervention américaine. Les thèmes de son prochain livre seront d'ailleurs les «promesses et mensonges» qui rendent la situation si désespérante.

A l'heure actuelle, Zalmaï a retrouvé la fatigue et les dangers sur les routes poussiéreuses de l'Afghanistan. L'incertitude avant d'arriver dans un village: sera-t-il accueilli en

Il avait promis de venir à Genève pour le lancement de l'album, mais quelques jours seulement. Des élections présidentielles auront lieu cet été en Afghanistan et Zalmaï semble pressentir que c'est peut-être la dernière chance de stabiliser sinon de sauver ce pays à la dérive. «L'espoir qui était si fort en 2001, après la chute des talibans, a viré au cauchemar, l'Afghanistan va nulle part, les bévues

Amira, Elena und Obama ziehen am gleichen Strick

Die folgenden drei Nachrichten machten keine Schlagzeilen im Mai. Erstens die Verhaftung von **Amira Hass**, die jüdisch-israelische Journalistin, die gewöhnlich im Westjordanland wohnt und arbeitet. Am 12. Mai wurde sie von israelischen Soldaten, also ihren Landsleuten, verhaftet als sie den Gazastreifen verliess. Motiv: «Illegales Betreten von befeindetem Territorium». Israelischen Bürgern ist es verboten, palästinensisches Land zu betreten... ausser natürlich den Armeemangehörigen. Amira, die wie gewohnt solche Drohungen ausser Acht liess, hat in der Tageszeitung Haaretz seit mehreren Monaten zahlreiche Artikel über die Folgen der Militäraktion «Gehärtetes Blei» auf die Bevölkerung von Gaza veröffentlicht.

Die zweite Episode spielt sich in Russland ab. **Elena Maglewannaya**, Journalistin in Wolgograd, wurde zu einer Busse von 200'000 Rubel (rund 7000 Franken) verurteilt, weil sie auf dem Internet die in russischen Gefängnissen praktizierte Folterung anprangerte. Ihre Artikel bezogen sich im Besonderen auf einen jungen, in ihrer Stadt eingesperrten Tschetschenen. Nachdem sie Todesdrohungen aus nationalistischen Kreisen erhielt, hat Elena in Finnland das politische Asyl beantragt. ROG protestierte gegen die Verurteilung der Journalistin, ohne dass die geringste Untersuchung über die von ihr beschriebenen Missstände stattgefunden hätte. „No comment“ von Präsident Medwedew, der zwar regelmässig den «juristischen Nihilismus» Russlands bedauert.

Die dritte, diesmal erfreuliche Nachricht stammt vom Correspondents' Dinner im Weissen Haus von Washington. **Barack Obama** hielt dort eine Rede voller Humor und Selbstironie. Zum Schluss sprach er von der Krise, die auch die Medien heimsucht und lobte die in einer Demokratie unbedingt notwendige Presse, welche die Machthaber zur Rechenschaft ziehe. Zwischen einer «Regierung ohne Medien oder Medien ohne Regierung» würde Obama die zweite Variante wählen: „In den USA wäre eine Regierung ohne hartgesottene und mutige Medien undenkbar“. Die Feinde der Pressefreiheit rund um die Welt täten gut daran, sich dieses Credo zu Herzen zu nehmen. (version française à la page 2)

Thérèse Obrecht Hodler
Präsidentin ROG Schweiz



Kandahar, Afghanistan

des forces internationales sont quotidiennes et les sommes allouées à la reconstruction disparaissent dans les poches de politiciens véreux,» dit-il, apparemment imperturbable.

Il m'a semblé détecter chez Zalmaï une impatience et une colère croissantes envers ces étrangers qui ne comprennent pas l'Afghanistan,

ami ou en traître, lui qui est à la fois indigène et étranger? Mais la souffrance qui l'intéresse et qu'il documente sans relâche est celle du peuple afghan, les oubliés des médias du monde: paysans sans le sou, enfants malades, réfugiés et personnes déplacées, chassés par la violence et la pauvreté, entassés par centaines de milliers dans des camps. Kaboul a

(Suite à la page 2)

message promotionnel

Plus de 100 destinations
au départ de Genève



AA
Aéroport International de Genève

Gva.ch

Édito

Amira, Elena et Obama: même combat!

Voici trois informations qui n'ont pas fait les gros titres pendant le joli mois de mai. D'abord l'arrestation, le 12 mai, d'**Amira Hass**, la journaliste israélienne juive établie normalement en Cisjordanie. Ce jour-là, les soldats israéliens, ses compatriotes, l'ont interpellée, alors qu'elle sortait de la bande de Gaza. Motif: «Entrée illégale en territoire ennemi». Il est effectivement interdit aux ressortissants israéliens d'entrer dans les Territoires palestiniens. Sauf aux militaires, on l'a vu. RSF a protesté contre cette nouvelle entrave au travail journalistique. Amira, elle, bravant menaces et interdictions comme à son habitude, a publié de nombreux articles dans le quotidien *Haaretz* sur les conséquences de l'opération militaire «Plomb durci» sur la population de Gaza, où elle était entrée en catimini quatre mois auparavant...

Le deuxième épisode se joue en Russie: **Elena Maglevannaïa**, journaliste à Volgograd, a été condamnée à 200'000 roubles d'amende (près de 7000 francs) pour avoir dénoncé sur Internet la torture pratiquée dans les prisons russes. Certains de ses articles concernaient un jeune Tchétchène, incarcéré dans cette ville du sud de la Russie. Après avoir reçu des menaces de mort émanant de cercles ultra-nationalistes, Elena a demandé l'asile politique en Finlande. RSF a protesté contre la condamnation de la journaliste en l'absence de toute enquête sur les mauvais traitements qu'elle dénonce. «No comment» du président Medvedev, lui qui n'a de cesse d'épingler le «nihilisme juridique» prévalant en Russie.

Le troisième fait, plus réjouissant, date du Correspondents' Dinner à la Maison Blanche de Washington. **Barack Obama** y a tenu un discours truffé de drôlerie et d'autodérision. Plus sérieux, il a évoqué la crise qui ravage le paysage médiatique et rendu hommage à la presse «indispensable à la bonne marche de la démocratie, puisqu'elle met le gouvernement devant ses responsabilités». Entre un gouvernement sans médias et des médias sans gouvernement, Obama choisirait la seconde option: «Gouverner sans qu'il y ait des médias exigeants et vifs, n'est pas une option pour les Etats-Unis». Les prédateurs de la liberté de la presse feraient bien de méditer ce credo.

Thérèse Obrecht Hodler
Présidente de RSF Suisse

Zalmäi:

«Les étrangers ne comprennent pas l'Afghanistan»

• (Suite de la page1)

gonflé de 400'000 habitants à plusieurs millions, la majorité sans travail ni moyens de subsistance. Huit ans après la chute des talibans, l'électricité ne fonctionne que par intermittence dans la capitale. Le fait de parler la langue lui ouvre les portes et les cœurs. Aux antipodes du baroudeur, détestant les images choc qui manipulent et font pitié, Zalmäi continue de montrer des gens qui gardent leur humanité en dépit de la violence autour.

TOH

(Die am Salon du Livre in Genf gezeigte Fotoausstellung von Zalmäi sollte im September in Anwesenheit des Fotografen in Zürich stattfinden.)

Vallée de Swat au Pakistan: les journalistes contraints à l'exil

Une centaine de journalistes et leurs proches ont dû finalement quitter la vallée de Swat au nord-ouest du Pakistan, ravagée par l'offensive de l'armée pakistanaise contre les talibans. RSF leur a versé une aide d'urgence de 5000 euros pour leur permettre de trouver un toit et de la nourriture.

La vallée montagneuse de Swat était autrefois un paradis de fraîcheur pour les touristes fuyant le climat étouffant du Pakistan. La région comptait six quotidiens locaux en plus des quotidiens nationaux et à Mingora, sa ville principale, trois chaînes câblées diffusaient de nombreux programmes pakistanaïes et internationaux. Le taux d'alphabétisation était supérieur à la moyenne nationale. Or, depuis que les talibans ont pris pied dans la vallée, il y a deux ans, la situation s'est dramatiquement modifiée avec l'instauration de la charia (loi islamique), interprétée de façon rigoriste. Toute critique de l'islam est interdite, de même que la musique et les DVD. Contraintes à revêtir la burqa, les femmes n'ont plus la possibilité de sortir non accompagnées d'un parent mâle et une centaine d'école de filles ont été fermées.

RSF a mené une enquête sur place dont elle a publié les résultats début avril. Il en ressort que les journalistes sont pris en tenailles entre les talibans et les forces armées gouvernementales, obligés à pratiquer l'autocensure au quotidien. Chacune des deux parties empêche les médias de révéler les atrocités commises soit au nom de l'application de la charia, soit au nom de la lutte contre le terrorisme.

Un responsable taliban a affirmé à RSF qu'il «croyait à la liberté de la presse mais que la charia interdisait de discuter des événements du passé, notamment des actes commis par des militants talibans». Consulter l'intégralité du rapport «Swat, la vallée de la peur» sur www.rsf.org

Journalistes résistants

Les affrontements entre les talibans et l'armée pakistanaise ont redoublé d'intensité, provoquant la mort de centaines de membres des services de sécurité, de talibans, mais aussi de civils, dont plusieurs journalistes. Mais parmi les réfugiés installés dans des camps de fortune, des journalistes, qui se refusent à oublier leur vallée d'origine, bricolent des bulletins d'information qu'ils distribuent gratuitement.

AML

Réfugiée en Suisse, une journaliste irakienne combative

Thikra Mohamed Nader, journaliste irakienne, a obtenu le statut de réfugiée, tout comme trois de ses enfants, aussi grâce aux démarches entreprises par RSF-Suisse. Elle vit aujourd'hui à Genève avec ses enfants qui ont repris leurs études, non sans mal, car il leur faut maîtriser le français écrit pour pouvoir choisir la voie qui leur plaira.

«Je suis ménagère à plein temps, admet-elle avec un soupçon de résignation. Je suis des cours de français. Mon souhait le plus ardent est de pouvoir enfin écrire dans cette langue. J'aime aller à l'école. Mais mes occasions de parler avec les gens sont très limitées. Je rencontre quelques compatriotes, je surfe sur Internet, je regarde les émissions en arabe d'*Al Sharkiya* ou d'*Al Jezira*. Et j'ai en plus des problèmes de santé». Mais elle lutte pour ses enfants. Et elle souhaite créer un club de rencontre pour les nombreux Irakiens qui vivent à Genève. Elle compte fermement sur l'appui du délégué à l'intégration du canton de Genève!

L'enfer irakien

Thikra revient de loin. A partir de 2003, date de l'intervention américaine en Irak, l'exercice du métier de journaliste devient de plus en plus périlleux. Seule pour élever ses enfants, elle doit gagner sa vie. Du reste, elle aime son métier et ses qualités professionnelles sont reconnues. Elle veut ignorer les dangers quotidiens et les menaces de mort. Mais en juillet 2006, elle échappe miraculeusement à un attentat dans les rues de Bagdad. Quelques jours plus tard, c'est son fils Ali qui est pris pour cible. Elle décide de quitter définitivement l'Irak. Pour la Suisse, où vit déjà une de ses sœurs.



Des millions d'orphelins

Thikra est restée en contact avec son pays et réussit à caser des «libres opinions» dans quelques journaux de Bagdad. Mais elle n'a plus d'espoir que l'Irak réussisse à s'en sortir: «Les affrontements interreligieux ont divisé définitivement mon pays. 60% des enfants ne vont plus à l'école, affirme-t-elle. Des millions d'enfants n'ont plus de parents pour s'occuper d'eux».

Souvenir

La journaliste se souvient. «Je marchais dans une rue de Bagdad. D'un trou dans la chaussée sort un gamin de trois ans, puis un autre et encore un autre. C'est ici que nous habitons», me disent-ils.

Anne-Marie Ley

Délégation à Genève, an VII de l'occupation de l'Irak

Une délégation de personnalités a passé début mai à Genève, invitée par la fondation Alkarama, au cours d'une tournée qui l'a conduite dans plusieurs capitales d'Europe: Paris, Bruxelles, Stockholm et Oslo. Dans le but d'alerter des organisations internationales et des ONG sur la situation des droits humains en Irak.

Guère brillant, le tableau dressé par ces Irakiens de l'intérieur.

Lesquels mettent l'accent sur l'absence de crédibilité du processus politique actuel, ainsi que sur l'illégitimité du parlement, étant donné l'absence de libertés et de transparence qui a marqué les précédentes élections. Ils adressent un appel pressant aux ONG pour que le mandat du rapporteur spécial sur l'Irak devant le Conseil des droits de l'homme soit renouvelé. Face au Haut Commissariat pour les réfugiés, ils ont souligné la situation précaire des réfugiés irakiens en Syrie et en Jordanie et celle des nombreuses personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ils ont réitéré au CICR leurs inquiétudes sur la situation humanitaire de la population et des détenus.

Le métier dangereux de parlementaire

C'est précisément un député de passage à Genève en octobre dernier, Mohammed Al-Dainy, qui avait souligné combien ce métier était périlleux dans son pays. Lui-même a disparu à son retour à Bagdad, relève la délégation. Il avait enquêté sur des prisons secrètes irakiennes et des centres de détention gérés par les troupes d'occupation, où les violations des droits élémentaires des détenus étaient générales. Le tout fondé sur des témoignages, des vidéos et des documents officiels qu'il avait pu se procurer par des voies détournées. Il avait transmis cette documentation au CICR, au HCR, au Conseil des droits de l'homme et à diverses ONG.

AML

Une agence de presse indépendante en Somalie

Une agence de presse indépendante animée par des journalistes somaliens: un fantastique défi pour informer le monde sur la réalité de cette Somalie meurtrie par une guerre civile interminable qui a détruit toutes les institutions d'un Etat. La Somina, basée à Djibouti, a été lancée le 29 avril par l'Association nationale des journalistes somaliens (NUSOJ). Avec le soutien financier et logistique de RSF et du Centre de Doha pour la liberté de l'information.

Censure

Une justice hyperactive en France

Une photo-choc incriminée

Les juges français auraient-ils la tentation d'aiguiser leurs ciseaux? Le mensuel *Choc* en a fait récemment l'expérience. Il est revenu sur un drame atroce survenu en 2006. Ilan Halimi, jeune homme de 23 ans, a été séquestré et torturé à mort pendant 3 semaines et demie par le «gang des barbares», parce qu'il était «juif et probablement riche», comme l'a affirmé le principal accusé avant le procès à huis clos qui a commencé à Paris le 29 avril 2009.

La mère du jeune homme porte plainte contre le mensuel à cause d'une photo illustrant le supplice infligé à son fils. Le tribunal ordonne de retirer de la vente tous les exemplaires du numéro de mai.

Choc fait appel. Le tribunal «nuance» cet arrêt en ordonnant que la photo incriminée soit occultée, de même que celles qui figurent à l'intérieur du numéro de mai.

RSF fait observer que ces photos ont été publiées au moment du drame en 2006 sans que personne n'y ait trouvé à redire. Et qu'il est impossible en pratique de remettre en vente des exemplaires modifiés.

AML

Vingt ans après Tiananmen: du découragement à l'indifférence

Découragement chez ces Chinois qui ont vécu, même par procuration, les événements du 4 juin 1989 sur la place Tiananmen à Pékin. Indifférence totale chez les jeunes Chinois qui ignorent que l'armée a tiré sur des milliers de manifestants pacifiques rassemblés sur cette place emblématique il y a vingt ans. Et qui, interpellés, affirment catégoriquement qu'ils ne s'intéressent pas au passé, ni à la politique.

Il est impossible pour la presse et les internautes chinois d'évoquer librement ces événements, tant la censure imposée par les autorités chinoises est rigoureuse. Le 4 juin 2009, les journalistes n'ont pas eu accès à la place Tiananmen qui grouillait pourtant de monde: des soldats, des touristes chinois, nombre d'entre eux revêtus d'un T-shirt arborant le sigle PCC (pour Parti communiste chinois) qui laisse supposer que ce sont des policiers en civil.

Bien sûr que des journalistes et internautes chinois ou étrangers ont cherché à accéder à la Toile. Peine perdue. Lorsqu'on tape «4 juin» sur son moteur de recherche, la réponse ne varie pas: «Désolé, nous n'avons rien en relation avec votre demande».

La censure instaurée au lendemain du massacre du 4 juin s'est encore renforcée sous l'action conjuguée du Département de la propagande et de la police politique. S'y ajoute l'autocensure.

En 2009, des dizaines de dissidents ont été menacés de sanctions s'ils étaient tentés d'écrire, d'accorder des interviews ou d'organiser des manifestations pour commémorer le massacre de Tiananmen.

Une mise en garde

Tombé en disgrâce pour avoir soutenu les manifestations de 1989, un ancien responsable du PCC a déploré que les pays étrangers courtisent la Chine à cause de son statut de puissance mondiale: «Ne pas vouloir offenser la Chine ... n'aide pas le peuple chinois à obtenir des droits et n'aide pas la communauté mondiale à compter sur un membre stable, pacifique et de confiance».

RSF a tiré prétexte de ce 20ème anniversaire pour demander notamment aux autorités chinoises de libérer les journalistes, blogueurs et militants de la liberté d'expression actuellement emprisonnés pour avoir participé ou évoqué le mouvement démocratique de 1989, la réhabilitation de tous les journalistes licenciés, mis à la retraite ou mutés pour avoir soutenu les étudiants en 1989, la fin de la censure facilitée par les entreprises américaines du secteur de l'Internet contre le mouvement démocratique chinois.

AML

Poursuite pénale même si le public n'a pas vu l'émission

Bizarre autant qu'inquiétant: une journaliste poursuivie pénalement pour une séquence d'émission télévisée qui n'a pas été diffusée! *Zone interdite*, l'émission de la chaîne française M6, s'intéresse en octobre 2006 à ces jeunes qui jouent avec leur peau à coup de tatouages et de piercing. Menant l'enquête, **Isabelle Cottenceau** filme un jeune homme qui se suspend par des points d'ancrage à même le corps. Coupée au montage, cette séquence n'a pas été vue par le public.

Et pourtant, le Parquet a requis contre la journaliste une peine de prison de six mois avec sursis et une amende de plusieurs milliers d'euros pour «complicité de violences en réunion et avec armes». La relaxe a été prononcée le 12 mai. Mais, à la consternation de RSF, le Parquet a fait appel le 27 mai.

RSF fait observer qu'un «professionnel de la presse ne saurait être tenu pour complice ou responsable dès lors qu'il assiste à des actes illégaux dans le cadre d'une enquête professionnelle».

AML

Répression

Ferienparadiese: Menschenrechte als arme Verwandte

Es ist Ferienzeit! Manche lässt auch im Urlaub das Bedürfnis nach aktuellen Informationen nicht ganz los. Wer am 12. April dieses Jahr auf einer der Fidschi-Trauminseln am Strand lag und die Fiji Times durchblätterte, staunte nicht schlecht. Sie enthielt mehrere weisse Flächen, die mit dem Kommentar versehen waren: „Aufgrund der Einschränkungen durch die Regierung kann dieser Artikel nicht publiziert werden.“ Das staatliche Fernsehen verzichtete seinerseits auf die Ausstrahlung der Abendnachrichten.

Die Medien protestierten mit diesen Aktionen dagegen, dass zwei Tage zuvor der Präsident die Verfassung ausser Kraft gesetzt hatte. Die verhängten Notstandsbestimmungen betreffen auch die Medien. Sie werden angehalten, nur „positive“ Meldungen zu veröffentlichen und eine offizielle Vorzensur wurde eingeführt. In den Redaktionen bestimmen seither das Militär und Beamte des Informationsministeriums was veröffentlicht wird. Ursprünglich für 30 Tage angekündigt, wurden die Notstandsbestimmungen inzwischen verlängert. Seit April wurden mindestens zehn Journalisten und Blogger verhaftet und mehrere ausländische Korrespondenten ausgewiesen.

Überwachung ist Alltag

Auch in anderen beliebten Feriendestinationen steht es mit den Menschenrechten nicht zum Besten. Die einzigen unabhängigen Medien in Vietnam erscheinen im Untergrund oder publizieren im Internet. Für letztere wird es aber auch immer schwieriger. Seit letztem Januar sind politische Inhalte für Blogs verboten. Für Überwachung im Alltag und Einschüchterung sorgen Volksgerichte.

Die Quartierbewohner sind dabei aufgerufen, Leute vor Gericht zu denunzieren und zu verurteilen. Zur Zeit sind in Vietnam zwei Journalisten und sieben Blogger inhaftiert. Einer von ihnen ist der gut 60-jährige Pater **Nguyen Van Ly**, Mitherausgeber eines regimiekritischen Untergrundmagazins. Er verbrachte aufgrund seiner politischen Aktivitäten bereits 15 Jahre seines Lebens im Gefängnis. Im März 2007 wurde er zu weiteren acht Jahren verurteilt wegen „Propaganda gegen die Sozialistische Republik Vietnam“. Nguyen Van Ly ist auch Mitglied der demokratischen Bewegung „Block 8406“, die 2006 mit einer Online-Petition ihren Anfang nahm.

Eine Anzeige täglich

Das Internet ist in vielen repressiven Ländern eine wertvolle Möglichkeit, Gleichgesinnte zu finden und politisch zu mobilisieren. Auch der 24-jährige ägyptische Jus-Student



Des paradis trompeurs

Kareem Amer äusserte sich gerne in Diskussionsforen, was ihm zum Verhängnis wurde. 2007 wurde er wegen Beleidigung des Islams und Verunglimpfung von Präsident Mubarak zu vier Jahren Gefängnis verurteilt. Er engagierte sich primär für Frauenrechte. Kareem Amer ist zur Zeit einer von zwei inhaftierten Journalisten und Internetdissidenten in Ägypten. Diese eher „niedrige“ Zahl täuscht und kann sich täglich ändern. Seit letztem Januar kommt es jeden Tag zu einer Anzeige gegen einen Journalisten oder Blogger. Letztes Jahr wurden in Ägypten 500 Blogger vorübergehend festgenommen.

Sylvia Valentin

Le défi des blogueurs en Égypte

Les Égyptiens ont investi un nouvel espace de liberté très fréquenté mais précaire. Tout commence le 6 avril 2008, date d'une grève dans la principale usine de textiles à Mahalla. Une occasion pour diffuser sur la Toile ce qui se passe malgré la censure décrétée par les autorités. Et tout continue par l'instauration, le 6 avril, du «jour de la colère» pour braver l'état d'urgence, concrétisé par l'interdiction de toutes formes de réunions, imposé au pays depuis 28 ans. Tous les moyens de communication sont bons pour toucher toute la société. Depuis des slogans écrits sur des billets de banque à des milliers de SMS envoyés à des inconnus. Ces utilisateurs de Facebook n'ont aucune expérience politique et on ignore leur nombre réel.

L'Égypte compte le plus fort taux de pénétration d'Internet sur le continent africain – 20% de la population. Mais les internautes sont aussi les premières victimes du harcèlement des autorités. A consulter en pdf sur www.rsf.org : Internet: une arme de révolution massive.

IMPRESSUM

RSF-News est le bulletin d'information de la section suisse de Reporters sans frontières. Il paraît quatre fois par an.

Responsable: Anne-Marie Ley.

Ont participé à ce numéro: Christiane Dubois, George Gordon-Lennox, Georg Hildebrand, Gino Ley, Thérèse Obrecht Hodler, Gérald Sapey, Serena Tinnari et Sylvia Valentin.

Conception graphique: Dune Graphic.

Impression: United Print.

Reporters sans frontières, section suisse

Passage de la Radio 2, CP 46, 1211 Genève 8.
tél. 022 328 44 88; fax. 022 328 44 89;
courriel: rsf-ch@bluewin.ch; www.rsf-ch.ch;
CCP 10-5036-7

Georg A. Hildebrand

Koordination deutsche Schweiz

Tel. 044 980 52 51 • Mobile 079 438 52 52

hildebrand@rsf.ch

Riesenerfolg am 1. Schweizer Medienball: 30'000 Franken für ROG

Reporter ohne Grenzen profitiert vom ausgezeichneten Ergebnis des Schweizer Medienballs, welcher als 79. Presseball und zum ersten Mal als Schweizer Medienball, am 25. Oktober 2008 im The Dolder Grand in Zürich über die Bühne ging. Anlässlich der Mitgliederversammlung in diesem Frühjahr konnte der Zürcher Presseverein (ZPV) den Gewinn des traditionsreichen Wohltätigkeitsanlasses verteilen. Laut **David Strohm**, dem Präsidenten des ZPV, wird neben der Stiftung Zürcher Journalistenpreis und der Stiftung Hilfsfonds des ZPV, welche in finanzielle Bedrängnis geratene Journalisten unterstützt, auch die Schweizer Sektion von ROG Fr. 30'000.- erhalten. Im Namen von ROG Schweiz bedankte sich Georg Hildebrand, ROG Koordinator in Zürich, für diese grosszügige Spende beim Veranstalter des Medienballs – dem ZPV – wie auch beim Organisator Frey Communications SA.

Schweizer
MEDIENBALL
& Zürcher Presseball

Arbeitsgruppe für Medienfreiheit in Basel lebt wieder auf

Medienwissenschaftler der Universität Basel lassen die Arbeitsgruppe für Medienfreiheit (AfM) wieder neu aufleben. Nach der erfolgreichen ROG Ausstellung "100 Fotos für die Pressefreiheit" im März 2008 verlangt die Arbeitsgruppe nach frischem Wind, neuen Mitgliedern und Ideen. **Marion Regenscheit**, eine der Initianten meint dazu: „Auf der ganzen Welt und auch in der Schweiz verliert die Problematik der Medienfreiheit nie ihre Aktualität und deshalb möchten wir, zusammen mit verschiedenen Universitäten, Fachhochschulen und anderen Gruppen die Sensibilität durch diverse Aktionen steigern. Medien beeinflussen die Welt-Wahrnehmung junger Menschen. Es ist deshalb wichtig aufzuzeigen, dass unabhängige Berichterstattung und freie Meinungsäusserung nicht selbstverständlich sind.“

Die nächsten Schritte sind der Aufbau einer Homepage mitsamt Logo, sowie der Gewinn von motivierten Neumitgliedern. Die Kooperation mit RSF Deutschschweiz bietet der AfM eine Plattform und die Möglichkeit, sich als studentische Arbeitsgruppe öffentlich zu etablieren.

Georg A. Hildebrand

D'un
pays à
l'autre

Stampa italiana: Berlusconi omnipotente

Aprile 2009, Londra. Conferenza stampa di chiusura del G20. Silvio Berlusconi interrompe il suo ministro delle finanze per esclamare che mentre i leader lavoravano "i ministri erano al cesso". Una giornalista della Televisione di stato prende appunti e le telecamere registrano questa dichiarazione del premier: «Che scrivi tu. Non scrivere. Guarda che ci sono le riunioni a casa mia per la RAI. Stai attenta!». Tutti ridono, ai cronisti corre un brivido ghiacciato lungo la schiena. A Roma è in corso la trattativa - tutta politica - per nominare i nuovi vertici della RAI. Appena un mese dopo, maggio 2009. Un'altra conferenza stampa, stavolta nella sede del Governo italiano. Una giornalista del quotidiano *L'Unità* chiede al premier se abbia intenzione di rinunciare al Lodo Alfano, la legge che vieta di processare le alte cariche dello Stato, nel procedimento Mills - nel quale Berlusconi è accusato di corruzione. «Non perdo tempo a risponderle», sbotta il Cavaliere.

**REPORTER
SENZA FRONTIERE**
PER LA LIBERTÀ DI STAMPA

"Me ne vado - o sennò se ne va lei». Episodi come questi son diventati pane quotidiano in Italia.

Il Parlamento, intanto, lavora sulla Legge sulle intercettazioni, già approvata dal Consiglio dei ministri e dal Senato e fortemente voluta dalla maggioranza. Fra gli altri, la nuova legge reintroduce il carcere per i giornalisti, ai quali vieta la pubblicazione - "anche parziale, o per riassunto o nel contenuto" e "anche se non sussiste più il segreto" - degli atti di indagine, "fino al termine dell'udienza preliminare". Proibendo la pubblicazione di qualsiasi notizia concernente un procedimento, anche in forma riassuntiva, il Governo fa calare il silenzio su una fase nevralgica del processo penale. Aumentano anche le sanzioni per gli editori, fino a 370mila euro per chi pubblica violando gli obblighi di legge. Otto giornalisti italiani hanno realizzato un video per spiegare le conseguenze di questa legge: Professione Reporter, "altro che watchdog: ci vogliono fare diventare dei barboncini": http://win.senzabavaglio.info/prof_reporter.htm

Serena Tinnari

Roland Berger Preis für Menschenwürde

Bei einem Festakt in Berlin hat Bundespräsident Horst Köhler am 21. April den diesjährigen „Roland Berger Preis für Menschenwürde“ an **Reporter ohne Grenzen (ROG)** und an die iranische Menschenrechtsanwältin **Shirin Ebadi** übergeben. ROG erhielt den Preis für den weltweiten Einsatz für Pressefreiheit und den Schutz verfolgter Journalistinnen und Journalisten. Shirin Ebadi wurde für ihr Engagement für Menschenrechte ausgezeichnet, das sie trotz Repressalien beharrlich weiterführt.

Der jährlich verliehene „Roland Berger Preis für Menschenwürde“ ist mit insgesamt einer Million Euro dotiert, davon gehen 900.000 Euro an Reporter ohne Grenzen und 100.000 Euro an Shirin Ebadi.

Die mit dem Preis verbundene Fördersumme ermöglicht ROG, das Engagement für bedrohte Journalistinnen und Journalisten sowie Medien auszuweiten: die Medienrechtsorganisation will unter anderem ihre Hilfe für Journalistinnen und Journalisten auf der Flucht intensivieren, vermehrt Untersuchungsmissionen in Ländern, in denen die Lage der Pressefreiheit kritisch ist, durchführen und die Öffentlichkeitsarbeit verstärken, um den politischen Druck auf repressive Regierungen zu erhöhen.

Droits de l'homme

Frank La Rue défend vigoureusement la liberté d'expression

Un nouveau défenseur des journalistes en danger s'est imposé au Conseil des droits de l'homme: **Frank La Rue**, de nationalité guatémaltèque, rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression, nommé en automne 2008. Dans son premier rapport présenté au Conseil pendant la session de juin, Frank La Rue définit cette liberté comme «un des principes de base de toute société démocratique» sans laquelle beaucoup d'autres droits ne peuvent pas exister. Et il récuse la notion de «diffamation des religions» comme infraction pénalement punissable.

Frank La Rue sait de quoi il parle. Journaliste militant des droits civiques, il a dû se réfugier aux Etats-Unis au temps de la dictature au Guatemala.

Diffamation des religions

Le nouveau rapporteur avait déjà affirmé son attachement à la liberté d'expression en s'élevant fermement contre la notion de diffamation des religions, à Genève en avril lors de la très mouvementée conférence de Durban II contre le racisme.

Devant le Conseil, lors de cette 11ème session, il ne s'est pas laissé impressionner par certains Etats qui n'apprécieraient guère ses positions, ceux qui ont fait passer en automne 2008 une modification de son mandat pour l'obliger à enquêter sur de soi-disant **usages abusifs** de cette liberté. Frank La Rue maintient que les seules limitations à la liberté d'expression sont celles qui figurent déjà dans les lois des pays démocratiques. C'est cette position qui a finalement prévalu dans le document final de Durban II.

Et pourtant, lors de cette 11ème session du Conseil des droits de l'homme, l'Egypte (au nom du groupe africain), le Pakistan (au nom de l'Organisation de la Conférence islamique) et d'autres pays de la même mouvance sont remontés au créneau, en critiquant vertement le rapporteur parce qu'il n'aurait pas respecté pleinement l'obligation d'enquêter sur les **abus** de la liberté d'expression. Ils ont invoqué le «code de conduite» des rapporteurs - également adopté en 2008 - et l'ont sommé de faire mieux la prochaine fois!

«La diffamation des religions n'existe pas», a déclaré Frank La Rue à notre confrère **Juan Gasparini** dans une interview parue récemment dans la *Tribune des droits humains* (www.humanrights-geneva.info) et confirmé au Conseil. «Ce qui existe, c'est de faire du mal à une personne ou à un groupe humain, mais impossible d'en faire à une abstraction. Il est normal de se prononcer sur n'importe quelle religion, ce qui ne devrait pas constituer un délit. Ce qui pose problème, c'est la discrimination à cause de la religion».

Des lois à élaborer

Le Pacte des droits civils et politiques de l'ONU interdit dans son article 20 tout appel à «la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence». «Il appartient aux Etats d'élaborer des lois et de les appliquer pour y arriver», insiste Frank La Rue. «Mais on ne doit pas les utiliser pour bâillonner toute critique et dissidence».

Le rapporteur spécial a fait part de son inquiétude quant au nombre alarmant de journalistes tués dans l'exercice de leur métier. Il a demandé au Conseil de lui fournir les moyens de mener une enquête approfondie sur la protection des journalistes en zones de combat. RSF est intervenu à ce propos au Conseil pour mettre en évidence le Sri Lanka, le Pakistan, la Somalie où des journalistes ont été assassinés, emprisonnés, kidnappés et torturés ou tout simplement empêchés par tous les moyens de couvrir objectivement les conflits armés et les graves violations des droits humains qu'ils engendrent.

George Gordon-Lennox

Lourde peine infligée aux journalistes américaines détenues à Pyongyang

Douze ans de travaux forcés! C'est la peine infligée par les autorités nord-coréennes à **Laura Ling** et **Euna Lee**, les deux journalistes américaines arrêtées à la frontière sino-coréenne le 17 mars 2009.

RSF dénonce cette «mascarade de procès» destinée selon l'organisation à effrayer toute la presse étrangère.

Les deux journalistes américaines, Laura Ling d'origine coréenne et Euna Lee d'origine chinoise, enquêtaient sur le trafic de femmes nord-coréennes à la frontière chinoise pour le compte de la chaîne en ligne *Current TV*. Elles se trouvaient, selon plusieurs témoins oculaires, au bord du fleuve Tumen qui fait la frontière entre les deux pays lorsqu'elles ont été interpellées le 17 mars par des garde-frontières nord-coréens et transférées dans une prison de Pyongyang. Leur guide chinois avait réussi à s'échapper. Il est actuellement détenu par les autorités chinoises. Les deux jeunes femmes ont été jugées entre les 4 et 8 juin et condamnées pour être «entrées illégalement en Corée du Nord et avoir mené des activités hostiles à l'Etat».

Cette condamnation s'inscrit dans le contexte hautement explosif des relations entre les Etats-Unis et la Corée du Nord.

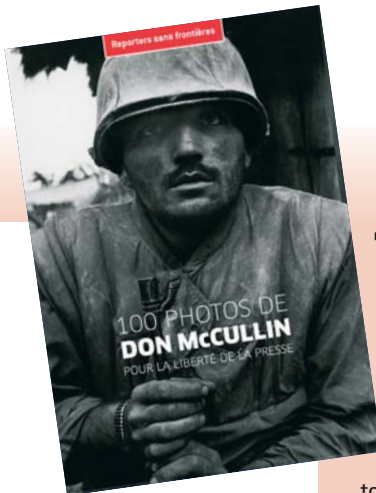
De nombreuses manifestations de soutien aux deux journalistes ont eu lieu en Europe et en Amérique. Une pétition est ouverte à la signature sur www.rsf.org

Russie: un prix pour Novaïa Gazeta

Le journal d'opinion russe *Novaïa Gazeta*, qui employait la journaliste Anna Politkovskaïa assassinée en octobre 2006, a reçu le 7 juin à Helsinki le prix Free Media Pioneer Award décerné par l'Institut international de la presse. Depuis 2000, quatre collaborateurs de ce journal ont payé de leur vie leur engagement à exercer leur métier de journaliste critique en opposition à la politique officielle.

(ATS/AFP)

Echo de la section



100 photos de Don McCullin pour la liberté de la presse

«Mon but, c'est de montrer la guerre telle qu'elle est: sordide et répugnante». Ce photographe britannique - l'un des monstres sacrés de la photographie - a consacré vingt ans de sa vie à accepter toutes les invitations à couvrir la guerre dans le monde. Il a fait une pause dans les années 90 en se consacrant à l'observation de la nature. Puis le virus du reportage l'a repris en Afrique autour du sida. Il met actuellement la dernière main à une recherche de longue haleine sur les vestiges de l'empire romain. A découvrir, son album mis en vente en Suisse pour le prix de 16 francs, ses photos ayant été cédées gratuitement à RSF pour le financement de ses actions dans le monde.

Assemblée générale de RSF Suisse

RSF Suisse a tenu son assemblée générale le 6 juin sous la présidence de Thérèse Obrecht Hodler. Trois membres du comité ont annoncé leur démission: Jürg Bissegger (pour raison de santé), Jacques Bofford et Reto Breiter. Trois nouveaux membres font leur entrée au comité: **Claude Schauli**, nouveau secrétaire général, **Olivier Delhoume** et **Laurent Huguenin**.

Procès-verbal à consulter sur www.rsf-ch.ch

Caméra Témoin: 32 films pour le droit à l'information

Le festival cinéma et documentaires mis sur pied par RSF Suisse à Carouge du 3 au 9 juin a sensibilisé un public assidu à l'activité journalistique et à l'engagement des reporters face aux événements et aux dérives du monde actuel. Le stand de RSF, sur la place du marché, a donné lieu à de nombreux échanges de vue avec des passants intéressés, et à la vente de la collection d'albums RSF.

Membres d'honneur-Ehrenmitglieder

Ruth Dreifuss, conseillère fédérale entre 1993 et 2002, première présidente de la Confédération et cheffe du Département de l'intérieur où elle a bataillé ferme pour l'assurance maternité et pour contenir le coût de la Santé publique. De tout temps, elle a combattu pour la justice et la dignité humaine. Parmi ses nombreux engagements, notons le Council of Women World Leaders, un réseau international de femmes présidentes et premiers ministres encourageant les actions favorables aux femmes et au développement durable. Ruth Dreifuss a accepté de devenir membre d'honneur de RSF Suisse avec ces mots: "Je suis fière de faire partie d'une organisation qui défend mon droit fondamental à être informée."



Pipilotti Rist, Künstlerin ©Thomas Kern

Pipilotti Rist (www.pipilottirist.net) ist eine Weltkünstlerin, die sich nicht einer Kunstrichtung zuordnen lässt. Ihre Rauminstallationen begeistern das verwöhnte New Yorker Publikum, ihre Kunst ruft uns auf, uns aus der Knechtschaft der Normen zu befreien. Pipilotti gehört zur Spezies des genialen Ausnahmemenschen, sie ist ebenso bescheiden wie charismatisch. Im Sommer 2008 machte sie mit bei der Peking Aktion von ROG: sie liess sich abbilden mit dem Handschellen T-shirt und riskierte, dass sie deshalb möglicherweise in China nicht mehr arbeiten und ausstellen könnte. Sie sagte schlicht und einfach nur: "Ich finde ROG ausgesprochen gut. Wir Künstler sollten auch eine solche Organisation auf die Beine stellen."



L'éthique journalistique garante du débat démocratique

Ancien rédacteur en chef de la Tribune de Genève et président du Comité d'éthique et de déontologie de l'Université de Genève, **Daniel Cornu** publie une édition profondément remaniée et actualisée de son ouvrage «Journalisme et Vérité» (Ed. Labor et Fides), paru il y a quinze ans et qui fait unanimement autorité dans le monde professionnel.

Dans la présente édition, l'auteur s'interroge sur les conséquences qu'auront les pratiques journalistiques nouvelles et les évolutions technologiques actuelles, sans parler de la crise, sur les médias dans le futur.

Sans pouvoir, bien sûr, prédire l'avenir, Daniel Cornu exprime sa conviction que l'important sera, pour les médias, de conserver leur fonction essentielle dans la construction du débat démocratique. Pour ce faire, il appartiendra aux journalistes de veiller au rôle de l'éthique dans l'exercice de leur métier, soit la liberté nécessaire à la recherche de la vérité et le respect de la personne. Il rappelle que, sans ignorer les nouvelles formes d'expression et les nouveaux vecteurs (blogueurs, internet), les journalistes sont les seuls à être professionnellement tenus à certaines règles et que ce sont notamment elles qui leur permettront d'être les instruments privilégiés du débat public. Un ouvrage important, un outil de réflexion professionnelle nécessaire.